

La Commune



ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2022 TRIMESTRE 2

NUMÉRO

90

CHARLES
LONGUET
1839-1903

La montée au Mur des Fédérés 2022

Au moment où nous écrivons cet éditorial, une terrible guerre sévit en Ukraine. Nous voulons plus que tout un retour rapide à la paix et devons rappeler l'actualité brûlante des idéaux de « fraternité des peuples » et de « République universelle » de la Commune.

Le cent-cinquantième anniversaire de la Commune a été l'occasion d'honorer cette première révolution ouvrière, véritable démocratie, où les étrangers étaient citoyens à part entière, où les femmes ont participé activement à la défense de la Commune et ce dès le 18 mars.

De nombreux événements ont eu lieu en 2021 en France mais aussi à l'étranger, notamment en Italie, Allemagne, Belgique, Argentine. Les contraintes sanitaires n'ont pu arrêter cet élan populaire qui continue en 2022.

Pour les 140 ans de notre association nous souhaitons rappeler l'héroïsme des combattantes et combattants de la Commune. Celles et ceux qui ont échappé au massacre de la Semaine sanglante, ont été emprisonnés dans des conditions effroyables, jugés, et condamnés. D'autres ont pu s'exiler. Les conditions de vie des uns et des autres étaient extrêmement difficiles.

Lors du vote de l'amnistie totale, le 11 juillet 1880, Léon Gambetta déclare : « *Il faut que vous fermiez le livre de vos dix années, que vous mettiez la pierre tumulaire de l'oubli sur tous les crimes et tous les vestiges de la Commune, et que vous disiez à tous, à ceux-ci dont on déplore l'absence, à ceux-là dont on regrette quelquefois les contradictions et les désaccords, qu'il n'y a qu'une France et qu'une République...* ».

Notre association a toujours mené le combat afin

que l'on n'oublie pas le sacrifice de ces femmes et de ces hommes. En 2011 nous avons lancé une pétition pour leur réhabilitation et l'avons remise à nos élus. Le 29 novembre 2016 se tenait à l'Assemblée nationale une séance pour le débat sur la réhabilitation des communards. Il en est sorti cette résolution :

« L'Assemblée nationale estime qu'il est temps de prendre en compte les travaux historiques ayant établi les faits dans la répression de la Commune ; - juge nécessaire que soient mieux connues et diffusées les valeurs républicaines portées par les acteurs de la Commune de Paris ; - souhaite que la République rende honneur et dignité à ces femmes et ces hommes qui ont combattu pour la liberté au prix d'exécutions sommaires et de condamnations iniques ; - proclame la réhabilitation des victimes de la répression de la Commune de Paris 1871. »

La montée au Mur de 2021 a rassemblé 15 000 personnes à l'appel de 108 organisations. Ce fut un bel élan populaire qui reste gravé dans les mémoires.

Nous avons contacté nos partenaires de 2021 afin de renouveler cette superbe expérience, la réponse ne s'est pas fait attendre. Le samedi 21 mai nous organiserons ensemble la montée au Mur.

La Commune n'est pas morte ! Vive la Commune !

FRANÇOISE BAZIRE

EN COUVERTURE

Charles Longuet (vers 1871)
voir notre article en page 18



ÉMILE GIFFAULT DE TOULON À NOUMÉA

Né le 9 février 1850, Émile Giffault, dessinateur, géographe et cartographe, participa aux événements de la Commune et laissa un témoignage particulier de son exil en Nouvelle-Calédonie.

Avant d'entrer dans la Garde nationale en 1870 et de participer au soulèvement d'octobre, Émile Giffault publia ses premières cartes dans un ouvrage du célèbre géographe Élisée Reclus, dont il fut aussi l'élève.

Accusé d'avoir participé à l'incendie de la préfecture de police de Paris du 24 mai 1871 où il occupa la place de sous-chef des archives, il est arrêté chez son père quelques jours plus tard, le 5 juin. Interrogé deux fois, à l'été 1871 et au début de l'année suivante, il est accablé à plusieurs reprises par deux anciens collègues de la préfecture. Émile Giffault nie l'ensemble des faits qui lui sont reprochés et il est condamné à la déportation le 3 février 1872 à l'âge de 21 ans.

Au départ du bagne de Toulon, il embarque à bord de la *Virginie* le 19 juin, pour un périple forcé de plus de 16 000 kilomètres (voir carte page suivante). Durant ces quatre mois de voyage, la *Virginie* réalisera plusieurs escales de quelques jours, afin de ravitailler l'équipage et les captifs. Parmi ces escales, l'île de Gorée dans la baie du Sénégal, lieu de la traite négrière, et l'île très isolée de Tristan Da Cunha. Quelques communards ont témoigné des conditions de vie très difficiles à bord des frégates où les captifs mangeaient peu et sortaient rarement sur le pont.

Vers la mi-septembre, la *Virginie* aborde la route

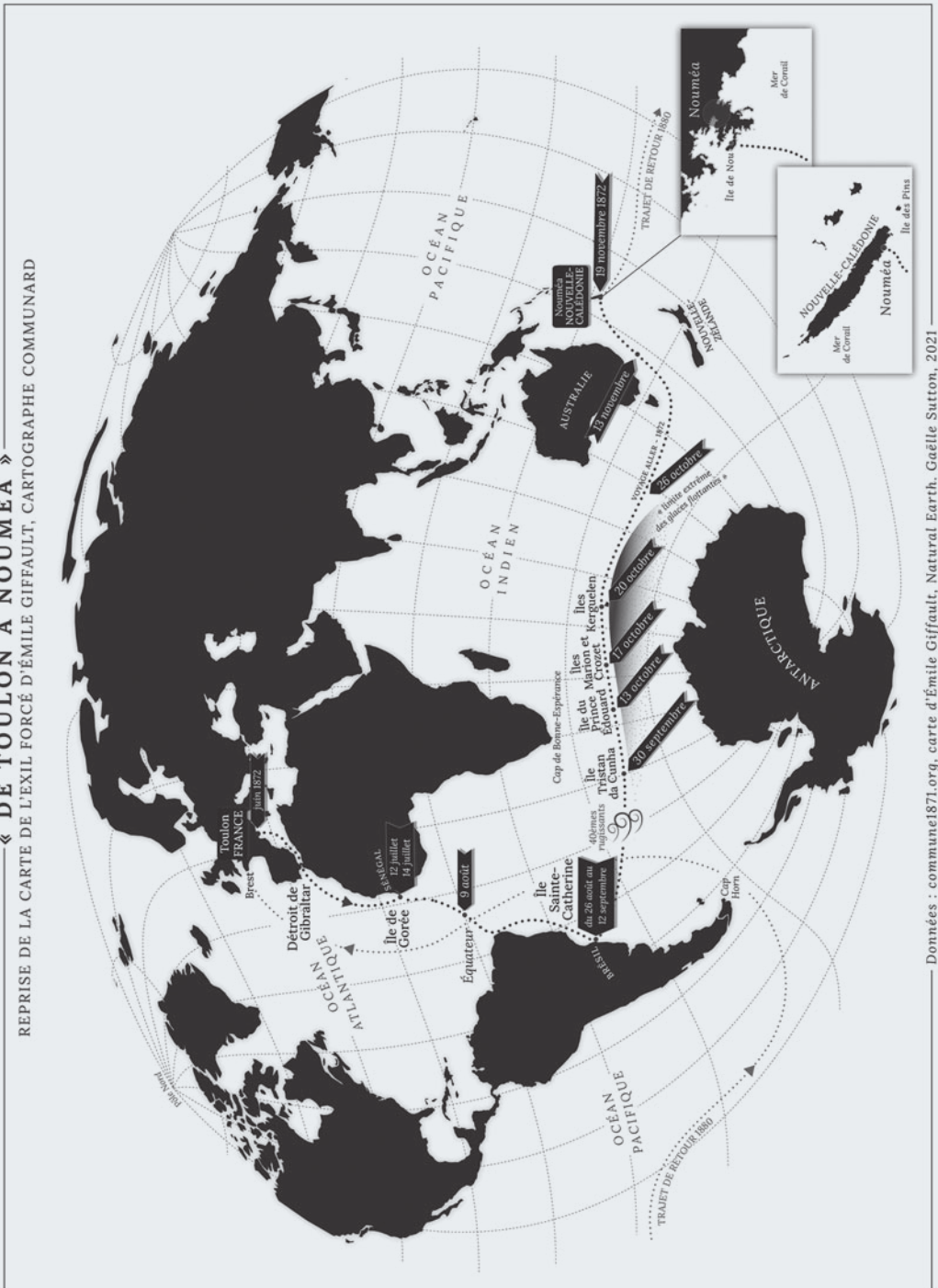
des quarantièmes rugissants. La frégate contourne ainsi l'Antarctique et ses icebergs, toujours menaçants au début du printemps austral. Le bateau mettra encore deux mois pour atteindre l'est de l'Australie et poursuivre sa longue route vers Nouméa. À bord, Émile Giffault réalisera aussi plusieurs dessins de paysages qu'il conservera tout au long de son exil, malgré les conditions de voyage et de détention.

Déporté politique, il est débarqué sur la petite île de Nou, dans le bagne de l'anse de Paddon, aux alentours du 19 novembre et sera détenu en Nouvelle-Calédonie pendant 8 ans. En 1880, il peut enfin rentrer en métropole sur une frégate qui emprunte une autre route cette fois, celle du cap Horn.

Par la suite, il réalisera de nombreuses cartes pour des atlas et des ouvrages géographiques et travaillera pour plusieurs quotidiens comme *Le Temps*, pour lequel il illustrera notamment les élections législatives des mois de mai 1893 et 1898, ou *L'Intransigeant* dirigé par Henri Rochefort, célèbre évadé du bagne de Nouvelle-Calédonie.

Émile Giffault décédera quelques années plus tard en décembre 1906, dans le V^e arrondissement de Paris. La carte de son voyage est un des rares documents cartographiques conservés de la Commune. Émile Giffault la dédicacera à son ami Alphonse Humbert, journaliste et déporté comme lui et comme tant de communards et communards sur l'île de Nouvelle-Calédonie.

« DE TOULON À NOUMÉA »
 REPRISE DE LA CARTE DE L'EXIL FORCÉ D'ÉMILE GIFFAULT, CARTOGRAPHE COMMUNARD



Sources : <https://archives.touraine.fr/page/des-artistes-engages-dans-la-commune-de-paris-1871>
 Le procès d'Emile Giffault : <http://sociologie-narrative.lcsp.univ-paris-diderot.fr/Le-proces-d-Emile>
 Ses réalisations cartographiques : https://data.bnf.fr/fr/15323977/emile_giffault/



L'année 2021 a été aussi le 150^e anniversaire de la mort du penseur Pierre Leroux. Un colloque lui a été consacré le 11 décembre dernier à Boussac, en Creuse, autour de son actualité : élargissons le sujet en resituant Pierre Leroux dans son rapport à la Commune de Paris.

« *C'est moi qui le premier me suis servi du mot socialisme. Je forgeai ce mot par opposition à individualisme qui commençait à avoir cours.* » Pierre Leroux, 1831.

REGARD DES COMMUNARDS SUR LE SOCIALISME UTOPIQUE LE « RÉVÉLATEUR » PIERRE LEROUX 1797-1871

Si Pierre Leroux, revenu volontairement à Paris après l'armistice du 28 janvier 1871, n'y était décédé le 12 avril au début de la Commune, ce qui a conduit à des obsèques officielles, nous n'aurions jamais vraiment perçu le regard des communards porté sur le socialisme utopique qui a influencé la société sur le plan des idées nouvelles durant une bonne partie du XIX^e siècle.

LES RAISONS DE L'HOMMAGE. Pierre Leroux, philosophe, socialiste républicain, homme politique, empreint de religiosité humaniste, est l'oublié des penseurs utopistes, contrairement à Saint-Simon, Cabet, Fourier, Owen. Pourtant sa pensée politique et sociale est d'une grande profondeur, la plus complète et soucieuse des bouleversements démocratiques et sociaux. Mais qui propose cette cérémonie officielle et à quel titre la Commune la décide-t-elle ? Pour ce qui est de l'origine, il s'agit d'élus du Conseil de la Commune. Le procès-verbal de la séance du 13 avril précise que « *la Commune décide l'envoi de deux de ses membres aux funérailles de Pierre Leroux, après avoir déclaré qu'elle rendait cet hommage non au philosophe, partisan de l'école mystique dont nous portons la peine aujourd'hui, mais à l'homme politique qui, au lendemain des journées de 1848, a pris courageuse-*

ment la défense des vaincus. » Si c'est la déclaration officielle, le déroulé et l'esprit des obsèques renvoient une autre image très représentative des engagements de vie de Pierre Leroux.

LE SENS DONNÉ AUX OBSÈQUES. C'est le gendre de Pierre Leroux, Augustin Desmoulins, franc-maçon, typographe, qui fixe la forme et le contenu de la cérémonie, entouré d'un groupe familial très nombreux : les choix sont parlants. Qui en tête du cortège funéraire ? Les femmes. Au premier rang du printemps parisien, elles ont été pour Pierre Leroux une source continue d'intérêt, dénonçant toutes les inégalités et les associant au peuple. Ayant installé une communauté et une imprimerie à Boussac, il y a été nommé maire le 27 février 1848 et est intervenu pour qu'on leur accorde le suffrage municipal : Pauline Roland (1805-1852) vint à son bras à la mairie pour réclamer l'accès à la parole. Représentant du peuple, il proposa sous les quolibets de l'assemblée constituante un projet de loi leur donnant des droits politiques. Cet acte est salué par l'économiste anglais Stuart Hill « *faisant hommage de sa reconnaissance pour la noble initiative que vous venez de prendre.* »

Quelle classe représentée ? La classe ouvrière, cœur de la Commune, à laquelle Pierre Leroux s'est soumis avec grand respect, via la commission de candidatures, aux élections de 1848, puis en adhérant en 1864 aux principes de l'AIT (Association

Internationale des Travailleurs) rêvant d'une « Jérusalem céleste » et assignant un rôle progressiste au prolétariat. À Boussac, il a prôné et appliqué le principe de l'association ainsi que le mutualisme tout comme le fit Elisée Reclus.

Quelle corporation majoritaire ? Les ouvriers typographes, une corporation au rôle essentiel durant la Commune : Pierre Leroux en savait toute l'importance pour la diffusion des idées, lui qui avait fait paraître de nombreuses revues dont *La Revue sociale* de 1845 à 1848 à Boussac ayant pour but de trouver une solution pacifique au problème du prolétariat : une étape dans son évolution intellectuelle.

Quel courant philosophique ? Les francs-maçons, représentants d'une bourgeoisie avancée dont Pierre Leroux faisait partie, une minorité d'entre eux ayant pris fait et cause pour la Commune.

LES ÉLUS DE LA COMMUNE IMPLIQUÉS. Si Gustave Tridon, blanquiste, conçoit le texte du conseil de la Commune, ce sont Jules Martelet et François Ostyn, ce dernier à l'origine de la proposition, qui sont les membres désignés pour assister aux obsèques auxquels se rajoutent Jules Babick et Augustin Verdure, Jules Vallès ne s'y rendant pas. Les prises de parole apportent des éléments significatifs aux raisons qui sont les leurs. Si celle d'Augustin Desmoulins assure une dimension panthéiste à la cérémonie, celle de Charles Ostyn accentue cet aspect puisqu'il était, avec Jules Babick, adepte de la religion fusionniste qui synthétise la fusion de l'homme et de de l'Humanité, conception chère à Pierre Leroux.

Ce choix ne plaît pas forcément à tous les présents dans une foule aux antagonismes certains car mélangeant prolétaires et bourgeois, hommes et femmes, générations de 48 et de 71. La présence d'Augustin Verdure s'explique par les liens féminins et d'instruction que Pierre Leroux avait toujours mis en avant.



PIERRE LEROUX FIDÈLE À SES IDÉES DE 1848 À 1871. Ces obsèques officielles entendent donc honorer le défenseur des insurgés de 1848 tandis que le *Journal Officiel de la Commune* évoque le



décès de Pierre Leroux de manière narrative. Mais en revenant sur ses propos précis après les journées de juin 1848, on comprend que leur teneur a une nature bien supérieure à un simple soutien à des révoltés : « *Au nom de la liberté même, de la liberté de chacun, c'est l'égalité qui est la loi de tous. Donc s'il y a dans la société un inférieur en puissance, en richesse, en quoi que ce soit, il a le droit de réclamer. Et si vous ne pouvez pas lui donner la raison, de son esclavage et de votre liberté, de son malheur et de votre prospérité, il a le droit de se mettre à votre place et de vous mettre à la sienne ; en termes consacrés, l'insurrection devient un droit.* »

L'INSURRECTION DE LA COMMUNE NE VAIT-ELLE PAS DANS LE SENS D'UNE HISTOIRE PRÉEXISTANTE ?

Partisan de la non-violence, Pierre Leroux justifie les causes de toute insurrection et ne la blâme pas. C'est sa grande différence avec les républicains de 48 qui ont basculé dans le camp de la réaction en 1871.

Le regard porté par les communards est donc lointain, différent suivant leur degré de connaissance de la doctrine de Pierre Leroux. Dans un monde nouveau où la lutte de classes avec les grèves est une réalité, toute politique consensuelle devient impossible. Pourtant les préceptes de Pierre Leroux dont la pensée, rappelons-le, a su épouser le sens des convulsions populaires, vont se retrouver durant la Commune sous des formes apparentes : le « *Vive l'Humanité* » de Jean-Baptiste Millière abattu sur les marches du Panthéon lors de la Semaine sanglante en est un vrai écho. Certaines mesures prises par la Commune jusqu'au 12 avril correspondent aux sentiments du penseur : ainsi la séparation de l'Église et de l'État ouvrant la porte à une spiritualité humaniste, Pierre Leroux ayant vu dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789 un système religieux et dans la Constituante de 1848, un

concile. De même, la création de l'Union des femmes de Paris et des soins aux blessés, à la veille de sa mort, reste très symbolique. Mais l'a-t-il su ? Très malade, le pouvait-il ?

L'UTOPIE DE RETOUR. Pierre Leroux, dernier grand socialiste utopique décédé en pleine Commune, aurait pu souscrire aux idéaux de la Commune et justifier, comme en 1848, la légitime violence populaire : le rêve de Révolution démocratique et sociale était partagé. Ses funérailles marquent quelque part la fin d'une époque, celle d'un socialisme utopique, pacifique et avant tout social qui a pourtant participé largement à ouvrir des brèches au sein d'une société injuste.

Aujourd'hui, des pratiques de ce socialisme resurgissent telles l'association, les formes de vie collective et d'autogestion, l'utilisation de la liberté pour agir, les quêtes d'émancipation humaine, la philosophie du progrès.

Un regret a été émis lors du colloque : l'absence de travaux d'historiens sur la pensée politique de Pierre Leroux, contrairement à d'autres socialistes utopiques. Ce serait limiter la pensée féconde de Pierre Leroux de ne voir en lui que l'homme politique et de ne pas l'appréhender dans sa dimension intégrale seule à même de condenser ses idées.

■ JEAN ANNEQUIN

Sources principales

Jérôme Peignot, *Pierre Leroux. Inventeur du socialisme*. Éditions Klincksieck, 1988. Ouvrage collectif, *Quand les socialistes inventaient l'avenir 1825-1860*. La Découverte, 2015. Exposition, « *Regards croisés sur la Commune de Paris : George Sand et ses contemporains* », avec le regard de Pierre Leroux. Musée de poche de La Châtre, 2021. Colloque Pierre Leroux, 150^e anniversaire de sa mort. Boussac, 2021. Jean-Noël Tardy, « *Les funérailles de l'utopie, les obsèques officielles de Pierre Leroux et la Commune de Paris* », *Revue Historique*, n°683, 2017/3. Thomas Bouchet, *Utopie* - Éditions Anamosa, 2021



Le 19 juillet 1870, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse. Rapidement le conflit tourne à la catastrophe pour la France. L'armée de Bazaine s'enferme dans Metz. Celle de Mac Mahon se rend à Sedan le 2 septembre et Napoléon III est fait prisonnier. Deux jours après, Paris s'insurge et la Troisième République est proclamée avec la formation d'un gouvernement de Défense nationale qui décide de continuer la guerre. Fin septembre, Paris est encerclé par l'armée allemande. Léon Gambetta (1838-1882), ministre de la Guerre, organise depuis Tours l'armée de la Loire qui doit délivrer Paris. Devant la menace allemande, il est créé une armée des Vosges à partir de francs-tireurs, de mobiles, de volontaires étrangers dont beaucoup d'Italiens.

Le plus célèbre est Giuseppe Garibaldi.

GARIBALDI ET LES VOLONTAIRES ITALIENS : L'HUMANITÉ COMME PATRIE

Né à Nice le 4 juillet 1807, Garibaldi fut tour à tour artisan de l'unité italienne, corsaire au service de la République du Rio Grande et guérillero en Uruguay, d'où son surnom de « héros des Deux-Mondes ». Après le désastre de Sedan, le 2 septembre 1870, le chef des Chemises rouges, âgé de soixante-trois ans, quitte sa petite île de Caprera au large de la Sardaigne, pour combattre les Prussiens. « *Je viens donner à la France, ce qu'il reste de moi.* »

Début octobre, Gambetta lui offre le commandement de cette nouvelle armée des Vosges qui sera rapidement dénommée « armée Garibaldi » et qui compte 4000 hommes, mal armés et mal équipés, sans artillerie ni cavalerie. Le 31 octobre, les troupes allemandes investissent Dijon. Le 27, l'armée française du général Bazaine a déposé les armes à Metz.

Le 9 novembre, l'armée des Vosges se déplace à Autun. Garibaldi organise l'armée en quatre brigades sous le commandement de ses deux fils, **Ricciotti** (1847-1924) et **Menotti** (1840-1903), de son gendre **Stefano Canzio** (1837-1909), et du Polonais **Jozef Bossak-Hauké** (1834-1871), général qui s'est distingué lors du soulèvement de 1863.

Garibaldi, sachant que son armée n'est pas encore de taille pour affronter les troupes allemandes, organise des opérations de guérilla. Il décide alors d'organiser un raid sur Dijon le 26 novembre. Les garibaldiens bousculent les avant-postes allemands, mais l'attaque échoue et ils doivent se replier sur Autun. Les Allemands attaquent Autun le 1^{er} décembre, mais devant la résistance des garibaldiens, l'attaque est stoppée et l'ennemi se replie sur Dijon.

Du 21 au 23 janvier, les Allemands attaquent



Giuseppe Garibaldi (1807-1882)

Dijon. Pendant trois jours, les combats sont violents, les garibaldiens se défendant âprement. Le 21, le général Bossack est tué et la moitié de ses hommes sont hors de combat. Le 23, la dernière attaque allemande est stoppée et les soldats poméraniens abandonnent le terrain et le drapeau de leur régiment. Les Allemands battent alors en

retraite en direction de Langres. Cette bataille est l'une des rares victoires françaises de la guerre de 1870.

Garibaldi est « *le seul général ayant combattu pour la France, qui n'ait pas été vaincu* » (Victor Hugo). Cette campagne des Vosges est l'ultime combat armé de ce chef de guerre.

Défenseur de Dijon, Giuseppe Garibaldi, plébiscité par plusieurs départements, est élu député de la Côte-d'Or le 8 février 1871. Voulant prononcer des remerciements à l'Assemblée transférée à Bordeaux, celle-ci ne le laisse pas parler et invalide son mandat parce qu'il est « *étranger* ». Affaibli physiquement, ne souhaitant pas être député après l'affront subi à Bordeaux, il renonce à ses mandats et se retire dans l'île de Caprera.

Le 10 mars, le corps des volontaires garibaldiens est dissous. Le 24 mars, les insurgés de la Commune de Paris font appel à lui pour prendre la tête de la Garde nationale de Paris mais il décline la proposition. Il prend cependant position pour la Commune de Paris au nom de la

justice et de la dignité humaine, contre le triple despotisme des monarchies, des prêtres et des privilégiés mais il n'y participe pas directement.

En revanche, il incite ses compagnons d'armes à rejoindre la Commune de Paris, à commencer par son fils Menotti tout en précisant : « *Si cela est une question entre Français, ne t'en mêle pas* ».



Garibaldi à la bataille de Dijon (21-22-23 janvier 1871)

Menotti fut pourtant élu délégué pour le XIX^e arrondissement et Ricciotti se trouvait à Lyon lors de l'insurrection de la ville.

Les sentiments des garibaldiens pour la justice et la liberté les ont amenés à soutenir la Commune de Paris. Plusieurs d'entre eux s'illustrèrent dans ses rangs, parmi lesquels :

L'ouvrier mécanicien **Adolphe Assi** (1841-1886), membre élu de la Commune, fut nommé gouverneur de l'Hôtel de Ville de Paris. L'histoire des chemises rouges retient aussi le nom d'**Amilcare Cipriani** (1844-1918), vétéran des campagnes garibaldiennes. Aide de camp

de Jules Bergeret (1831-1905), il joue un rôle de premier plan au cours de la première période de la Commune, tant militaire que politique. Il est capturé le 2 avril et condamné à mort. Il échappe à l'exécution et est déporté en Nouvelle-Calédonie en mai 1872. De retour en France, il sera embauché par Jaurès à *l'Humanité* comme pigiste.

Stefano Canzio (1837-1909), gendre de Garibaldi, rencontre celui-ci à Caprera en 1867 et le suit en France en 1870. À Dijon, il se comporte en héros et après la mort de Josef Bossak-Hauké, il prend le commandement de la première et dernière brigade réunies.

Il rentre de France avec le grade de colonel-brigadier et Garibaldi le fait élever au grade de général de l'armée des volontaires.

Enrico Magherini (1847-1907), né à Florence, se rallia à l'Internationale et vint à Paris pendant le Siège où il participa à la Légion italienne avant d'être élu lieutenant dans la 4^e compagnie du 238^e bataillon de la Garde nationale. Il participa à la Commune comme lieutenant dans la 2^e compagnie de la Légion italienne.

Aimable Humbert, dit le Garibaldien (1812- ?) lieutenant puis capitaine au 103^e bataillon fédéré, fut condamné par contumace le 13 août 1874 par le 4^e conseil de guerre aux travaux forcés à perpétuité.

Jean Defendi, dit Giovanni (1849-1925), communard et militant anarchiste italien qui, après avoir servi dans la Légion garibaldienne durant la guerre franco-prussienne, est arrêté après l'écrasement de la Commune et condamné le 27 avril 1872 à 15 ans de détention pour sa participation au mouvement communard. Il est envoyé à la prison de Belle-Île où sa peine est commuée en 1879 en bannissement perpétuel. Il gagne l'Angleterre où il rejoint un groupe de communards exilés.

Carlo Piazza (1834-1881), militaire de carrière et lieutenant dans le 8^e régiment de Toscane, s'engage en 1870 dans les chasseurs des Alpes de l'Armée des Vosges. Démobilisé, il arrive à Paris le 15 avril et s'engage dans la 1^{re} division de cavalerie fédérée. Condamné à la déportation en Nouvelle-Calédonie, il obtient une remise de sa peine le 20 mars 1879 et rentra par le *Var*. Il se suicide le 7 août 1881 à Paris.

Pier Luigi Savio (1837-?), a participé dans l'armée du Piémont à partir de 1859 aux campagnes pour l'indépendance nationale jusqu'en 1866. Il s'installe ensuite à Paris et au début d'avril 1871, il est l'un des premiers à s'engager dans la Légion italienne. Il participe à la sortie de Vanves. Condamné par contumace, le 31 décembre 1873, à

la déportation, il se réfugie à Londres, et rentre en Italie peu après.

Lucien Combatz (1835- ?), citoyen piémontais qui, dès 1866, rejoint Garibaldi et combat dans le Tyrol italien. Puis, il débarque avec le corps garibaldien à Héraklion pour aider les insurgés crétois contre les Ottomans. Il arrive en France au début de la guerre franco-prussienne. Il rejoint naturellement la Commune et, en tant qu'officier des transmissions, il est nommé le 19 mars 1871 directeur des télégraphes de la Commune. Après la défaite de la Commune, il réussit à fuir. Le 16 décembre 1872, le 6^e conseil de guerre le condamna par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Quant à Garibaldi, sans salaire ni pension, il passe ses dernières années à Caprera et se remet à l'écriture. Émus par sa situation précaire, ses amis le pressent d'accepter des subsides amplement mérités jusqu'au jour où, enfin, il va accepter une pension du gouvernement italien. Il meurt le 2 juin 1882.

Victor Hugo écrit : « *ce n'est pas l'Italie qui est en deuil, ce n'est pas la France, c'est l'humanité* ».

■ RÉMI SCHERER

Sources principales :

Rémy Scherer, *Artillerie de l'armée Garibaldi. Octobre 1870 – Janvier 1871*, en autoédition sur Calaméo. Général Cremer et Colonel Poulet, *La campagne de l'Est et de l'armée Bourbaki*. Librairie des célébrités contemporaines, 1874. Général Bordone, *Garibaldi et l'armée des Vosges*. Armand le Chevalier éditeur, 1873. Lieutenant-colonel de Coynart, *La guerre à Dijon, 1870-1871*. Paris, Librairie militaire Dumaine, 1873. Ricciotti Garibaldi, *Souvenirs de la campagne de France 1870-1871*. Imprimerie des Alpes Maritimes, 1899. Grenest, *L'armée de l'Est. Relation anecdotique de la campagne de 1870-1871*. Garnier Frères, 1895. Robert Middleton, *Garibaldi, ses opérations à l'armée des Vosges*. Garnier Frères, 1872. Lieutenant-colonel Rousset, *Histoire générale de la guerre franco-allemande. Les armées de province*. Edition Tallandier, 1895-1898. John Sutton, « Garibaldi, combattant de la Liberté », *La Commune*, n°54, 2013 p.30. Le Maitron : www.maitron.fr



MARGUERITE GUINDER DITE LACHAISE

« IL COULE DU SANG DE LIONNE DANS SES VEINES »

Marguerite Guinder est née le 24 décembre 1832 à Salins-les-Bains (Jura). On ne sait pas à quelle époque elle arrive à Paris. En 1870, elle est confectionneuse pour dames et vit au 65 rue Sedaine, dans le XI^e arrondissement. Mère d'un enfant et séparée de son mari, un nommé Prévost, elle vit avec Auguste Lachaise, monteur en bronze. Tous deux sont cantiniers au 66^e bataillon de la Garde nationale, le bataillon du quartier Popincourt dont le commandant est Augustin Avrial (1840-1904), habitant du même quartier.

Début avril 1871, elle se fait remarquer au combat près de Meudon, à la suite de quoi un groupe de gardes nationaux du 66^e la signale à la Commune :

« Aux citoyens membres de la Commune de Paris.

Citoyens,

Les citoyens soussignés, appartenant au 66^e bataillon de la Garde nationale de Paris déclarent que Marguerite Guinder, épouse Lachaise, cantinière au dit bataillon, demeurant rue Sedaine, 65, a, dans le combat du 3 courant, en avant de Meudon, tenu une conduite au-dessus de tout éloge et de la



plus grande virilité en restant toute la journée sur le champ de bataille, malgré la moisson que faisait autour d'elle la mitraille, occupée à soigner et panser les nombreux blessés, en l'absence de tout service chirurgical.

En foi de quoi, citoyens membres de la Commune, nous venons appeler votre attention sur ces actes, afin qu'il soit rendu justice au courage et au désintéressement de cette citoyenne, républicaine des plus accomplies.

Salut et fraternité. »

Suit la signature de 62 gardes nationaux du 66^e bataillon (*Journal officiel de la Commune*, 9 avril 1871). *Le Cri du Peuple* du 8 avril la mentionne sur un ton élogieux :

« *La cantinière du 66^e bataillon, la citoyenne Lachaise, est une gaillarde et une crâne femme. Elle a bien mérité de Paris et nous sommes heureux de le lui dire. Cette brave femme du peuple n'a cessé, depuis trois jours, de faire le coup de feu dans la plaine de Châtillon et de voler au secours de ceux qui tombent, frappés par les balles des sbires de Versailles. Elle est à la fois soldat et chirurgien. Brave femme, il coule du sang de lionne dans ses veines.* »¹

Le 24 mai, elle fait partie du groupe qui arrête, près de la mairie du XI^e arrondissement où le conseil de la Commune s'était replié le matin même, le capitaine Charles de Beaufort, un officier de la Garde nationale, rendu responsable par les hommes du 66^e bataillon des pertes subies la veille dans les combats à La Madeleine. Beaufort est accusé d'avoir sciemment envoyé le bataillon au massacre, où soixante hommes étaient restés sur le pavé et six prisonniers fusillés.

« *C'est la canaille qui nous a fait massacrer !* » s'écrie, en désignant Beaufort, « *une cantinière en uniforme, ceinturée de rouge, la jaquette déboutonnée, le chapeau rond rejeté en arrière... C'est la cantinière du 66^e bataillon fédéré, Lachaise* »².

Sous la pression de la foule, et malgré l'intervention de Delescluze et de Mortier, Beaufort est traîné devant une cour martiale expéditive, réunie dans le bureau du 66^e bataillon, dans une boutique de la rue Sedaine. Accusé d'être un espion à la solde de Versailles, il est condamné et fusillé, près

de la mairie, au coin de l'avenue Parmentier. Au dernier moment, Marguerite Guinder avait essayé, en vain, de le sauver : « *Ah ! ne le tuez pas. Je ne veux pas qu'on le tue !* »

Quelques heures plus tard, en milieu d'après-midi, lorsque les hommes du 66^e bataillon se dirigent vers la prison de la Roquette pour participer à l'exécution des six otages, elle tente de les en dissuader : « *Vous n'irez pas ! Ou vous n'êtes plus que des assassins !* »³

Arrêtée le 28 juin et incarcérée à Versailles, Marguerite Guinder est d'abord acquittée, le 9 janvier 1872, par le 6^e conseil de guerre dans le procès Darboy, mais elle est condamnée à la peine de mort, le 19 juin 1872, dans le procès de l'exécution de Beaufort. Édouard Lockroy, ancien député radical⁴, intervient auprès de Victor Hugo, dont il était proche, pour la sauver de l'exécution.

Finalement, sa peine est commuée en travaux forcés à perpétuité en septembre 1872. Elle est déportée en Guyane, d'où elle ne revient qu'après l'amnistie.

Installée après son retour dans le XIV^e arrondissement, elle meurt le 1^{er} mars 1888.

■ MICHEL PUZELAT

(1) Maxime Vuillaume, *Mes Cahiers Rouges. Souvenirs de la Commune*, La Découverte, Paris 2011, p. 79-80. (2) *Ibid.*, p. 75-77. (3) *Ibid.*, p. 81-83. (4) Édouard Lockroy : élu député de la Seine à l'Assemblée de Bordeaux, il démissionne le 5 avril pour protester contre la guerre civile et rejoint la Ligue d'union républicaine des droits de Paris. Plus tard député radical des Bouches-du-Rhône, puis de Paris, de 1873 à 1910, plusieurs fois ministre, il avait épousé la veuve de Charles Hugo.

Références : Claudine Rey, Annie Gayat, Sylvie Pepino, *Petit dictionnaire des femmes de la Commune. Les oubliées de l'histoire*, Le Bruit des autres, 2013, p. 151-152. Michel Cordillot (dir.), « Prévost Marguerite (née Marguerite Ginder), dite Lachaise », dans *La Commune de Paris 1871. Les acteurs, l'événement, les lieux*, Éditions de l'Atelier, 2021, p. 1087-1088.

LES INCONNU·E·S
DE LA COMMUNE

MARIE SPINOY

Marie, Alexandrine Spinoz est née le 4 juin 1850 à Rouen. Elle est la fille de Jean-Louis Pierre et de Scolastique Adam et la demi-sœur d'Adolphe Spinoz, sans profession.

Le 10 octobre 1866, à l'âge de seize ans, elle épouse Alexandre Leroy, soldat cuirassier en garnison à Rouen, qui décède le 5 décembre 1867 à Boussois. Le commissaire de police de Rouen la décrit comme ayant « *un caractère extravagant, fantasque, qu'a dû surexciter encore la passion des romans feuilletons ; intelligente et femme d'énergie, qui a vécu dans l'inconduite avant son mariage et a été simultanément, depuis son veuvage, la maîtresse de plusieurs individus dont les lettres sont au dossier* » (Rapport à la commission des grâces, 7 mai 1872)¹. Elle quitte Rouen en 1868 pour se rendre à Paris où elle est condamnée à un mois de prison pour vol le 23 septembre 1868.

Au cours du siège, elle fréquente le club du Pré-aux-Clercs où elle rencontre Raoul Urbain (1837-1902), originaire de Condé-sur-Noireau, dans le Calvados, qui deviendra membre de la Commune après son élection, dans le VII^e arrondissement, le 26 mars 1871.

Pendant la Commune, Marie Leroy participe au Comité des Dames qui s'occupe des orphelinats de la Garde nationale de Paris. Un rapport de police

signale par ailleurs que « *Mme Leroy fait opérer des perquisitions et des réquisitions dans les maisons religieuses. Douée d'énergie pour le mal, on peut la considérer comme l'auteur principal des illégalités commises dans le VII^e arrondissement* »². Elle est également soupçonnée d'avoir exercé son influence sur Raoul Urbain, à propos des otages détenus par la Commune, dont Mgr Darboy, archevêque de Paris. Le décret sur les otages avait été voté par l'assemblée de la Commune le 5 avril, suite à la proposition de Charles Delescluze³. À plusieurs reprises dans ses différentes interventions, Raoul Urbain demanda l'exécution des otages pour venger « *les assassinats commis par les versaillais* ». L'influence de Marie Leroy sur ces interventions n'a jamais été établie et il semble qu'il s'agirait d'une calomnie consécutive à une liaison entre Marie Leroy et Barral de Montaud. Ce dernier, après avoir gagné la confiance de Raoul Urbain, fut nommé par lui chef d'état-major de la 7^e légion. Chargé d'une mission à remplir, Barral de Montaud était porteur d'un sauf-conduit de Thiers et était un espion versaillais. Ce serait donc lui qui aurait influencé Raoul Urbain avec pour objectif de provoquer, sur la question des otages, une division au sein de la Commune, pour l'affaiblir, ce qui se produisit avec les démissions de Ranc, Goupil, et Lefèvre. Ce que Marie Leroy ignorait⁴.

Pendant la Semaine sanglante, le 26 mai, Barral de Montaud procura un abri à Raoul Urbain et

Marie Leroy, mais le commissaire de police qui faisait surveiller leur ancienne maison au 19 rue Monge, arrêta une jeune femme qui venait y chercher du linge et qui le conduisit à la chambre où s'étaient réfugiés Marie Leroy, Raoul Urbain et son fils. Arrêtée, elle est emprisonnée à la prison des Chantiers de Versailles. Les femmes cou-



chaient sur le plancher et ne pouvaient pas changer de linge, ayant pour seule nourriture une boîte de conserves pour quatre⁵. « *Au moindre bruit, les gardes se précipitaient sur elles et les frappaient de préférence aux seins... les protestations de femmes de la Commune furent punies de coups de corde... toutes les prisonnières furent soumises à la "visite"* »⁶. Marie Leroy est ensuite

transférée à la prison d'Auberive. « *Les salles sont grandes et sonores, l'aspect est celui d'une demeure de rêve, hantée des morts* »⁷ écrit Louise Michel, elle aussi transférée à la prison d'Auberive.

Le 18 septembre 1872, Marie Leroy est condamnée par le 3^e conseil de guerre à la déportation simple en Nouvelle-Calédonie pour sa participation à l'insurrection parisienne et le rôle qu'elle y eut. Le 10 août 1873, à six heures du matin, les femmes sont appelées pour le voyage de la déportation. Elles sont dix-huit : Marie Leroy, Louise Michel, Nathalie Lemel, Marie Cailleux, Elisabeth Deguy, Adèle Desfossés, Sidonie Louis, Philiberte Bail, Jacqueline Taillefer, Marie Theron, Louise Leblanc, Adélaïde Germain, Marie Orłowska, Eugénie Bruteau, Marie Broum, Marie Smith, Victorine Gorget, Marie Magnan.

C'est dans une voiture cellulaire qu'elles sont conduites jusqu'à La Rochelle⁸. Le 10 août 1873, la frégate la *Virginie* quitte l'île d'Aix pour la Nouvelle-Calédonie avec 167 condamnés, 144 hommes et 23 femmes. À bord, les femmes ont un hamac, elles ont reçu comme trousseau deux jupons, une robe d'indienne et un bonnet. Le scorbut fait des ravages et beaucoup de déportés souffrent du mal de mer. Après 120 jours de navigation, la frégate la *Virginie* arrive à Nouméa le 8 décembre 1873.

Marie Leroy est envoyée à la presqu'île Ducos avec Marie Testot, Marie Cailleux, Elisabeth Deguy, Adèle Desfossés, Nathalie Lemel, Louise Michel, Sidonie Louis, Jacqueline Taillefer. Elles seront logées dans le camp de Numbo puis transférées à l'anse Ouest qui deviendra la Baie des Dames.

Au camp de Numbo, toutes les femmes vivent ensemble mais, après l'évasion d'Henri Rochefort,

elles sont séparées les unes des autres. Marie Leroy qui travaille comme couturière à Nouméa, doit, à la suite de cette évasion, revenir à la presqu'île Ducos sur décision administrative ; elle est en outre privée de ration alimentaire ainsi que Marie Cailleux et Elisabeth Deguy sous le prétexte qu'elles « *laissent à désirer sous le rapport de la conduite et de la moralité* », ce que Louise Michel dénoncera⁹. Le 11 décembre 1874, Marie Leroy épouse Jean-Jacques Nair, originaire de Belgique. Ensuite, elle ne donne lieu à aucune plainte.

Après la mort de son époux en février 1877, elle se remarie le 7 février 1878 avec Isidore Duvergier et travaille comme comptable chez un charcutier à Nouméa. Sa peine est commuée le 15 novembre 1879 en cinq années de bannissement ; elle rentre en France sur la frégate le *Navarin*. Il est dit d'elle en 1880 qu'elle est de « *bonne moralité et qu'elle vit en bonne intelligence avec son mari, déporté gracié* ».

Elle meurt à Paris, dans le X^e arrondissement, le 11 janvier 1933.

■ GÉRALD DITTMAR

(1) Archives Nationales, BB 24/743, n° 2824 et H colonies 101.
 (2) Ibid. (3) Georges Bourgin, *Procès-verbaux de la Commune de 1871*, Ernest Leroux éditeur, Paris, 1924. Rééd. Ressources, Coevres-et-Valseray, 2002, p. 125. (4) *La Commune de 1871*, sous la direction de Jean Bruhat, Jean Dautry et Emile Tersen, Éditions Sociales, 2^e édition 1970, p. 233 et Georges Bourgin, *La Commune 1870-1871*, Flammarion, Paris, 1971, p. 317. (5) Louise Michel, *La Commune. Histoire et souvenirs*, La Découverte, Paris, 1999, p. 265. (6) Prosper Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, Éditions du Détour, Paris, 2018, p. 460. (7) Louise Michel, *op. cit.*, p. 300. (8) *Ibid.*, p. 303. (9) Jean Baronnet et Jean Chalou, *Communards en Nouvelle-Calédonie*, Mercure de France, Paris, 1987, p. 120-122, 158, 246, 247.



LES INCONNU-E-S
DE LA COMMUNE

ANGÈLE LARSONNEUR ET MARTIN MASSON UN COUPLE BRETON DANS LA COMMUNE

Nous connaissons mieux Angèle grâce au travail de Patrick Decreus et celui de Nadine Le Dily du cercle celtique de Noumea qui se sont attachés à la sortir de l'ombre.

Marie-Ange dite Angèle naît à Guingamp, ville des Côtes-du-Nord (aujourd'hui Côtes d'Armor), le 13 septembre 1842. Elle se marie à Rennes à Martin Masson, un ajusteur né le 10 novembre 1842 à Guichen, ville d'Ille-et-Vilaine située un peu au sud de Rennes.

On retrouve sa trace à Paris en octobre 1870 où elle est arrêtée à la suite de la journée révolutionnaire du 31 octobre pour avoir « *promené un drapeau rouge dans les rues* ». Le rapport de police nous apprend qu'elle vit 123, rue de Charonne, qu'elle est ouvrière, plus précisément

piqueuse de bottines, qu'elle n'a pas d'enfant et — horreur pour les bourgeois — qu'« elle fréquente les clubs politiques avec son mari ».

Âgée de 29 ans elle participe à la Commune. On ignore la part prise par Angèle et son mari, à la lutte du 21 au 28 mai 1871. Mais elle est arrêtée. Elle est jugée le 31 mai 1871 par le 4^e conseil de guerre. Comme on ne peut rien prouver contre elle, un non-lieu est prononcé le 15 décembre 1871 et elle est libérée.

Son mari avait été condamné le 6 octobre 1859, par le tribunal correctionnel de Redon (Ille-et-Vilaine), à six jours de prison pour tapage dans une église. On avait sur sa conduite les renseignements les plus mauvais.

Martin Masson



Pendant l'insurrection, il fut employé à l'atelier de l'École militaire où l'on fabriquait les mitrailleuses, fusées, bombes, etc...

Il fut condamné, le 27 octobre 1871, par le 5^e conseil de guerre, à la déportation simple et à la privation des droits civiques. Déporté, il fut autorisé à habiter à Nouméa puis fut réintégré, le 29 janvier 1875, à l'île des Pins pour inconduite. Il est dit de caractère insoumis et exalté, de moralité passable. Il faut dire qu'il s'était mis à boire.

Le 26 ou 27 juillet 1873, Angèle embarque sur le *Fénelon*, au départ du Havre, pour rejoindre son mari avec 69 autres femmes, épouses de déportés.

Le 15 janvier 1879, Martin Masson obtient une remise de peine. Le couple ainsi que leurs deux filles jumelles, Félicité et Charlotte nées à Nouméa le 12 octobre 1878, embarque sur le *Picardie* de la compagnie Valéry le 19 juin 1879, en compagnie notamment de Nathalie Lemel.

Ils débarquent à Port-Vendres, commune des Pyrénées Orientales, le 7 septembre 1879, avec 490 personnes, dont 88 femmes et 125 enfants.

L'exaltation du retour passée, il semble que Martin et Angèle soient retombés dans la routine de leur ancienne vie parisienne. Angèle décèdera le 16 novembre 1895 à l'âge de 53 ans à l'hôpital Ménilmontant, actuel hôpital Tenon. Elle sera inhumée au cimetière de Pantin.

Son mari décèdera également à l'hôpital Ménilmontant, en 1903.

A black and white portrait of Charles Longuet, a man with dark, wavy hair and a mustache, wearing a dark suit, white shirt, and patterned tie. The portrait is the background for the text.

CHARLES
LONGUET
1839-1903

UN
DIRIGEANT
COMMUNARD
SORTI
DE L'OUBLI

Surtout connu comme gendre de Karl Marx, Charles Longuet a été remis en lumière par Michèle Audin dans son roman, *Comme une rivière bleue* (Gallimard, 2017), puis par Gérald Dittmar, auteur d'une biographie unique à ce jour (éditions Dittmar, 2018). Il était temps de redécouvrir le parcours de cette figure longtemps oubliée de la Commune.

LA JEUNESSE DES ÉCOLES. Né à Caen dans une famille monarchiste et cléricale de notables normands, il monte à Paris en 1860 faire des études de droit. Au Quartier latin, il se mêle rapidement à la jeunesse des écoles alors engagée dans l'opposition à l'Empire. Lui-même fonde plusieurs journaux éphémères, *Les Écoles de France* puis *La Rive Gauche* auxquels

collaborent des camarades encore inconnus (Gustave Tridon, Gustave Flourens, Anatole France...). Proche de Jules Vallès, il contribue également à ses journaux (*La Rue, Le Peuple*). Physiquement, il ne passe pas inaperçu non plus : « *Longuet mérite bien son nom ; il est grand, maigre et long à faire croire qu'il va toucher le ciel* »¹.

Cependant, son activité politique lui doit de nombreuses condamnations. Il s'exile même un temps en Belgique puis en Angleterre où il s'affilie à la franc-maçonnerie et se lie à Karl Marx et à sa famille. Il entre alors au Conseil général de l'Internationale et devient secrétaire correspondant pour la Belgique. Au Congrès de Bruxelles en 1868, il porte la résolution recommandant « *aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs* »². Il n'appartint toutefois jamais au bureau parisien de l'AIT.

Au moment de la proclamation de la République, c'est pourtant lui, au soir du 4 septembre, qui envoie avec Edouard Vaillant la dépêche annonçant l'évènement à Marx : « *République proclamée [...] Agissez immédiatement sur vos amis en Allemagne* »³. Peu après, il est désigné délégué au Comité central des vingt arrondissements, mis en place pour organiser localement la défense de Paris et pourvoir aux mesures urgentes. De ce fait, Longuet est encore membre fondateur dans le XI^e arrondissement de la Ligue de défense à outrance.

LE COMMUNARD. Politiquement, le fervent étudiant proudhonien est devenu au contact de l'avant-garde révolutionnaire un sympathisant blanquiste. Il prend alors une part active

au mouvement communaliste. Chef élu du 248^e bataillon de la Garde nationale, il est révoqué par le gouvernement pour avoir participé à l'insurrection du 31 octobre qui s'achève dans l'Hôtel de Ville⁴. Devenu membre du Comité central de la Garde nationale, il est un des principaux chefs du soulèvement du 18 mars 1871. Avec son bataillon au Quartier latin, il s'empare du palais du Luxembourg. Mais, son échec patent aux élections du 23 mars explique certainement son rôle de second plan par la suite. Désigné rédacteur en chef du *Journal officiel de la Commune* du 27 mars au 12 mai, il est entre-temps élu du XVI^e arrondissement lors des élections complémentaires d'avril. Nommé à la Commission du Travail et de l'Échange, il se range du côté de la minorité opposée à la création du Comité de Salut public, signant par le fait son manifeste aux côtés d'Eugène Varlin et Benoît Malon. Au moment du scrutin, il avait argumenté : « *Ne croyant pas plus aux mots sauveurs qu'aux talismans et aux amulettes, je vote contre* »⁵.

Lorsque les versaillais le condamnent par contumace à la déportation, il est exilé à Londres où il participe à la formation de la Société des réfugiés. Il réintègre surtout le Conseil général de l'Internationale grâce au soutien de Karl Marx et vote l'exclusion de Bakounine au Congrès de La Haye. Il est vrai que depuis 1872 il est marié à Jenny Marx, la fille aînée dont il aura quatre enfants. Elle mourra jeune, à 38 ans, un an après son dernier accouchement. À propos de ses gendres français, Karl Marx écrira : « *Longuet se conduit comme le dernier proudhonien et Lafargue comme le dernier bakouniniste. Que le diable les emporte !* »⁶. Finalement, la nomination en 1874 de Charles Longuet comme professeur de

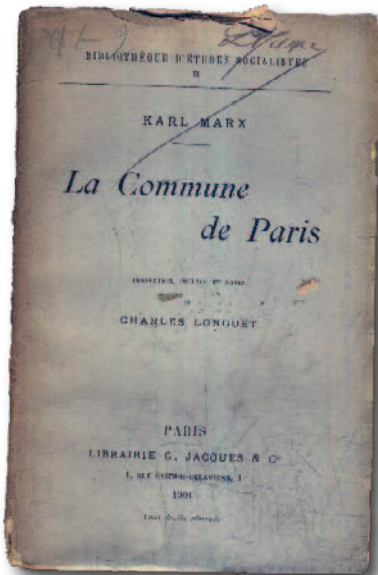
littérature au King's College d'Oxford améliore nettement sa situation matérielle à la fin de son exil anglais.

LE VÉTÉRAN DE LA COMMUNE. De retour en France sitôt le vote de l'amnistie des communards, il rejoint l'équipe éditoriale de *La Justice*, le journal radical de Georges Clemenceau. Il est chargé notamment de la question sociale, suivant au plus près le renouveau du mouvement socialiste français. En 1879 déjà, il avait signé avec d'autres proscrits (Lissagaray, Albert Theisz...) un manifeste lu à Marseille lors du premier congrès ouvrier à s'affirmer collectiviste. À cette époque, il est un des principaux opposants à la diffusion des idées marxistes. En 1881, il argumente contre Jules Guesde sur le thème « *Collectivisme et Révolution* » au cours d'un débat contradictoire présidé par Benoît Malon. Il dirige alors avec d'anciens communards (Alfred Humbert, François Jourde, Albert Theisz...) une éphémère Alliance

socialiste républicaine (1880-1881), d'obédience radicale-socialiste, vocable dont Charles Longuet revendiquait la paternité. Candidat malheureux à diverses élections dans la Seine, il sera toutefois élu conseiller municipal parisien du XI^e arrondissement entre 1886 et 1893.

Nommé inspecteur de l'enseignement des langues vivantes dans les écoles parisiennes, il a renoué, à la fin du siècle, avec le mouvement socialiste, en participant dès 1889 à l'organisation du congrès fondateur de la Deuxième Internationale tenu à Paris. Plus tard, après 1900, il rejoint avec son fils Jean Longuet (1876-1938), à l'aube de son engagement politique, le parti formé par Jaurès. Mais, il demeure par-dessus tout fidèle au souvenir de la Commune. Il surnommait « *boulevard du Crime* » le boulevard Thiers où il habitait avec sa famille à Argenteuil. Karl Marx d'ailleurs y séjourna lors de ses visites à sa fille. Tous deux devaient mourir en 1883, à quelques mois d'intervalle. Charles Longuet sera enfin un soutien actif, comme son fils plus tard, de l'association des vétérans de la Commune⁷. À sa mort en août 1903, il laisse plusieurs traductions de Karl Marx dont *La Guerre civile en France*, traduction alors inédite, titrée *La Commune de Paris*.

■ ÉRIC LEBOUTELLER



(1) J. Clère, *Les Hommes de la Commune. Biographie complète de tous ses membres*, Dentu, 1871. (2) M. Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*, La Fabrique, 2011. (3) Épisode relaté par Charles Longuet dans sa préface à Karl Marx, *La Commune de Paris* (1901), reproduite dans G. Dittmar, *Charles Longuet* (Dittmar, 2018). (4) Récit de Charles Longuet dans la biographie de G. Dittmar. (5) Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, La Découverte, 2000. (6) Lettre de Marx à Engels, 11 mars 1882. (7) Les Amis de la Commune de Paris 1871, *Histoire de l'association*, 2008.



NOTRE AMIE MARIE-ANGE GARRANDEAU NOUS A QUITTÉS

Chère Marie-Ange. Tu étais l'une des figures familières de notre association. Toutes les amies et tous les amis qui ont eu la chance de te rencontrer dans nos diverses initiatives — mises sous pli, tables de littérature, à la fête de l'Humanité, dans les manifestations et autres — étaient enthousiasmés par ta joie de vivre, par ton rire. Tu racontais avec humour ton expérience professionnelle à France Culture, les émissions que tu avais réalisées.

Ton départ brutal nous affecte fortement, tu vas nous manquer. Ce qui est sûr c'est que tu resteras parmi nous, il y aura toujours l'une ou l'un d'entre nous pour raviver ton souvenir.

 **FRANÇOISE BAZIRE**

THÉÂTRE

LA BUTTE DE SATORY DE PIERRE HALET

Le comité du Berry pour le 150^e anniversaire, a recréé une lecture-passion qui avait été donnée, alors que le comité existait mais sans existence statutaire, en novembre 2011, pour évoquer l'exécution de Louis-Nathaniel Rossel le 28 novembre 1871. Rossel qui fut, pendant quelques mois, capitaine de génie à Bourges en 1869-1870.

La Butte de Satory, parue en 1967, est une pièce de Pierre Halet (1924-1996), écrivain et auteur dramatique, poète du Val de Loire qui fut découvert par Gabriel Monnet, premier directeur de la Maison de la Culture de Bourges.

En 2021, le Comité du Berry, comme il y a 10 ans, s'est associé à des comédiens amateurs au talent reconnu, pour redonner vie à cette pièce : « *C'est une méditation de Rossel* » confiait Pierre Halet qui joue avec les évocations de la vie du délégué à la guerre, depuis sa cellule de Satory.

Quatorze comédiennes et comédiens — certains étaient déjà de l'aventure de 2011 — sont venus de la ville, des bourgs et des villages, dans le vaste territoire du Berry. Ils se sont rassemblés autour de la pièce et ont répété avec conviction et fraternité. La poésie de Pierre Halet se mêle au montage des textes historiques, tirés de la correspondance de Rossel avec ses parents ou sa sœur Isabelle (Bella dans la pièce).

Nous retrouvons différents espaces suivant les fonctions des personnages. L'Histoire est là, avec Léo Frankel, Félix Pyat, Eugène Chevreul le natu-



raliste, les 3 militaires du conseil de guerre et ce filou de Thiers.

Pierre Halet a donné chair à des personnages de fiction : Marie Légère, symbole de toutes les femmes, Ferraille et Charpente, Gardes nationaux, Flohic, soldat breton... Pièce en 3 parties qui commence le 8 septembre 1871, au conseil de guerre, mais suivant la technique narrative du poète, le Mexique, l'été 1870, la reddition de Bazaine sont contés.

Les dialogues et les groupes s'entrechoquent. La deuxième partie s'éclaire de scènes de la Commune. La troisième rappelle que la vie scientifique continue, que Rossel exerça des responsabilités diverses pendant la Commune et que la sentence du conseil de guerre est inhumaine. Pour situer les scènes, nous avons inventé le personnage de Didascalie, qui chante aussi la complainte de Rossel, due à l'inspiration de plusieurs auteurs du temps, dont Rochefort et Victor Hugo.

Des publics variés ont pu apprécier cette lecture-passion à l'Avant-scène, théâtre d'Argenton, au lycée Balzac d'Issoudun (classe théâtre) et à la salle de Sainte-Sévère.

La république d'acteurs-conteurs continue sa route en d'autres lieux.

**NOUS
RECHERCHONS
DES COMÉDIENNES
ET COMÉDIENS
AMATEURS
ET BÉNÉVOLES**

**POUR NOTRE PIÈCE
DE THÉÂTRE**

**LE RENDEZ-VOUS
DU 18 MARS 1871**

**CETTE PIÈCE
EN HUIT TABLEAUX AVEC
DOUZE COMÉDIENNES
ET COMÉDIENS AMATEURS
ÉVOQUE LE TERRIBLE
HIVER 1870-1871,
LE SIÈGE DE PARIS
PAR LES PRUSSIENS,
L'INSURRECTION
DU 18 MARS,
LA PROCLAMATION
DE LA COMMUNE,
SA VIE ET SON ŒUVRE
DÉMOCRATIQUE,
SOCIALE ET CULTURELLE.**

**SI VOUS ÊTES
INTÉRESSÉS, ENVOYEZ
UN COURRIEL À :
fasolisolange@gmail.com**

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU COMITÉ DE DIEPPE

Le samedi 12 février se tenait l'assemblée générale du comité de Dieppe. Vingt-cinq personnes étaient présentes dont des représentants des associations partenaires du 150^e anniversaire.

Après avoir lu le message de Gérard Germain, coprésident, qui ne pouvait pas être présent, Nelly Bault a présenté le rapport d'activité de 2021. Des initiatives innovantes ont marqué cette année : un parcours communard théâtralisé, l'envol de cerfs-volants à l'effigie des femmes de la Commune : André Léo, Elisabeth Dmitrieff, Nathalie Le Mel, Louise Michel, Eulalie Papavoine, Elisabeth Retiffe.

L'année 2021 a permis de multiplier les rencontres et d'envisager sereinement l'année à venir. La commémoration du 140^e anniversaire de l'association sera évoquée à chaque initiative. Les manifestations suivantes ont été décidées :

- Une conférence donnée par Jean-Louis Robert
- Une recherche avec des historiennes sur « l'œuvre » d'Adolphe Thiers, dont une rue de Dieppe porte encore le nom
- Une visite du fonds Braquehais au Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis après un hommage à Louise Michel au cimetière de Levallois-Perret
- Le 8 Mars : participation à « la journée des pétroleuses » avec l'association « Nous Toutes » et des organisations syndicales et revendicatives
- Le même jour, présentation de brochures et de portraits de communardes sur notre stand, dès 15h30, sur le parvis Rosa Leroy, ouvrière, créatrice et première dirigeante du Syndicat de la Manufacture des Tabacs.

L'ordre du jour étant épuisé, nous avons chanté et partagé un communard.

✶ NELLY BAULT ET FRANÇOISE BAZIRE



VIE ASSOCIATIVE BERRY

Bien que l'année 2021 nous ait vus très actifs en de nombreux lieux, extérieurs comme intérieurs, cette première réunion de bureau le 28 janvier 2022 à Graçay avait un goût de retrouvailles fraternelles en présentiel particulièrement bienvenues. Complétée par une seconde réunion à Saint-Florent le 15 février, elle permettait de préparer notre trop longtemps attendue Assemblée générale du 5 mars également à Graçay.

A l'invitation du Groupe d'histoire et d'archéologie de Buzançais (département de l'Indre), le comité du Berry avec Jean Annequin et Chantal Kroliszak, présidente de l'association culturelle de Mézières-en-Brenne sont intervenus ensemble le jeudi 3 février dans la très spacieuse salle du cinéma municipal de 200 places.

L'objet était d'évoquer la Commune de Paris dans un nouvel espace géographique avec les Indriens et Alfred Huet (1834- ?), le communal déporté de Mézières-en-Brenne.

Nous avons célébré Louis-Nathaniel Rossel (1844-1871) à plusieurs reprises lors du 150^e avec la lecture-passion de la pièce de Pierre Halet (1924-1996), *La Butte de Satory* (1967).

Michel Pinglaut avait présenté de façon approfondie cet officier atypique qui vécut à Bourges. C'était le 17 février, dans le café associatif de cette ville, l'*Antidote*. Il revenait au même endroit le 30 mars pour une intervention sur Louise Michel. Quant à la lecture de la pièce, assurée par le très local *Théâtre des*

Malins et de nombreux adhérents, elle fut présentée de nouveau le 27 mars au siège de l'association à Villabon.

Entre temps, le 11 mars, dans le cadre de la *Journée internationale du droit des femmes* en partenariat avec *Femmes solidaires*, la MJCS de La Châtre accueillait l'exposition *Notre Matrimoine* du 8 mars au 8 avril 2022, avec, le 11 mars, la causerie-échange « *Le Matrimoine, un héritage exemplaire pour l'émancipation des Femmes* », animée par Jean Annequin.

Enfin, une conférence de Michel Pinglaut sur le piton de Sancerre le 2 avril, consacrée au communal natif de Bourges, Ferdinand Gambon (1820-1887) nous a fait avancer plus avant dans ce printemps communal, première saison d'une année où nous ne perdrons jamais de vue la célébration du 140^e de notre association.

■ JEAN ANNEQUIN ET MICHEL PINGLAUT

Blog : vaillantitude. Facebook : Commune de Paris Berry 150^e

Journée Vaillant et 140 ans de l'association des Amies et Amis de la Commune de Paris-1871
SAMEDI 29 JANVIER 2022

11h Cimetière de Vierzon-ville
tombe d'Edouard Vaillant
Hommage à Edouard Vaillant
par Jean-Marie Favière
Biographe de "la tête pensante de la Commune"


15h Auberge de jeunesse
organisé par l'Université Populaire de Vierzon

Théâtres et communeux

Actrices, acteurs
La Commune vis-à-vis du théâtre
Les spectacles vivants

Conférence par Michel Pinglaut

Action d'Edouard Vaillant
Depuis 1871, les pièces inspirées par l'événement



RECONNAISSANCE OFFICIELLE DU 150^e ANNIVERSAIRE UN EXEMPLE EN PROVINCE

L'intérêt local partagé éclipsant tous clivages existants a favorisé la réussite du 150^e et sa reconnaissance en Berry rural. L'avantage de la province est la proximité avec les élus et les responsables de la vie citoyenne, tous connus des amis. La méthode d'approche a été ouverte, rassembleuse, sans tenir compte des opinions.

Le comité du Berry, déjà bien présent, a bénéficié d'un programme élaboré avant la pandémie bien reçu par les partenaires démunis. La confiance réciproque, l'objectivité reconnue ont permis d'aborder une pluralité de sujets en toute liberté.

Pour ce qui est des sensibilités municipales, la répartition a été analogue avec une réception chaleureuse, un soutien logistique, des vernissages offerts et une présence d'élus à plusieurs manifestations. Pour le courant républicain de droite, notons en Indre la prise en charge par le président du conseil départemental du dépliant des actions, la participation de la maire d'Aigurande à un débat et, en Cher, celle de la ville de Baugy près de Bourges. Pour le courant républicain de gauche, relevons en Indre l'implication du maire d'Issoudun, depuis le centenaire, l'intervention d'un conseiller départemental d'Argenton et le soutien de la ville de Vierzon autour du maire et adjoints ainsi que l'accueil de celle de Bourges.

Pour ce qui est des médias, la couverture a été très appréciable en Indre avec une chronique hebdomadaire dans le journal successeur de *l'Écho de l'Indre*, versaillais en 1871. Dans le Cher, des articles sont parus dans le seul quotidien mais la couverture de la conférence itinérante a été défi-



ciente. Un message international du comité vers les amis du Chili a élargi la reconnaissance.

La présence officielle de Madame Sabrina Ladoire, sous-préfète des arrondissements de La Châtre et Issoudun, avec son intérêt pour l'activité du comité, a été un fait rare et positif. Voici des extraits de son discours public reflétant sa pensée : « ...150 ans après cette période troublée, symbole d'une histoire populaire tragique, la Commune de Paris reste un épisode marquant ...Encore aujourd'hui, cet événement éveille toujours autant de tensions et d'avis controversés. Certains y voient le rappel d'un idéal de démocratie directe, d'autres une menace pour la République. Récemment des soulèvements populaires, parfois violents mais aussi empreints d'espoirs et d'équité (lui) font encore écho...de la difficulté de devoir se souvenir sans idéaliser ni condamner. »

L'EXPOSITION PAUL SIGNAC COLLECTIONNEUR



Paul Signac par Alain Fropplier (2022)

Le Musée d'Orsay, à partir des archives du peintre Paul Signac (1863-1935), a mis des années pour retrouver partiellement dans les collections privées des œuvres achetées par le peintre (plus de 400) au cours de sa vie d'artiste, soit plus de 50 ans. Cette exposition présente 150 tableaux environ, des années 1880 jusqu'à la mort de l'artiste en 1935 et reflète tous les courants avant-gardistes de cette période. On a pu voir ainsi des dessins ou des peintures des impressionnistes (Monet, Degas, Pissarro, Caillebotte, Cézanne) mais surtout des tableaux de ses amis du groupe des néo-impressionnistes : Georges Seurat, Henri-Edmond Cross, Maximilien Luce, Louis Valtat, Charles Angrand, Lucie Cousturier et Théo Van Rysselberghe et certains beaucoup moins connus. Puis le courant des fauves : Henri Matisse, et des Nabis.

LE PARADOXE DES NÉO-IMPRESSIONNISTES.

Dans l'ensemble, ce qui domine dans les œuvres de Signac et de son groupe néo-impressionniste, ce sont les couleurs chaudes et ensoleillées, des paysages méditerranéens lumineux, radieux et apaisés souvent sans présence humaine (sauf chez Van Rysselberghe), comme éternels. Mais le paradoxe de ces artistes est que leurs peintures ne reflètent absolument pas leurs idées politiques libertaires, à l'exception de Maximilien Luce et de deux tableaux de Signac analysés plus loin.

En effet, pour eux, l'art purement militant et

engagé ne les intéresse pas ou plutôt l'art doit rester autonome. Pissarro écrit : « *Y a-t-il un art anarchiste ? Oui ? Décidément ils ne comprennent pas. Tous les arts sont anarchistes quand c'est beau et bien ! Voilà ce que je pense.* »¹.

Pourtant Signac a été très jeune marqué par l'histoire. Il avait 8 ans au moment de la Commune et il se souvient : « *Je suis allé après la Commune passer un mois à Lorient. Là, ma qualité de Parisien me valait les coups et les injures des petits gamins de cette ville. Les hommes même s'en mêlaient. Cela avait bouleversé mon petit cerveau d'enfant. Je me souviens comme si c'était aujourd'hui, qu'un jour regardant les ouvriers sortir de l'arsenal, les gendarmes qui sont là de faction pour les surveiller, voyant que je n'étais pas du pays m'interrogèrent, quand ils surent que j'étais Parisien, ne trouvèrent rien de mieux que d'insulter mon père et ma mère qui devaient être, disaient-ils, des cochons de communards. Je rentrai en larmes à la maison. Ah ! Ces gendarmes, comme déjà je les trouvais méchants et bêtes.* »².

Cela explique la lettre qu'il enverra au conservateur du musée de Saint-Denis : « *J'étais un gosse de huit ans en 1871 mais j'ai conservé les souvenirs de ces journées qui ont contribué à ma formation. Tous les ans, je vais au Mur des fédérés.* »

Paul Signac, s'il ne peint guère des ouvriers comme Luce, a eu pour amis de nombreux anarchistes : le critique d'art Félix Fénéon (1861-1944) dont il a fait le portrait, Jean Grave (1854-1939) le directeur de la revue libertaire *Les Temps nouveaux* que lui et les



Paul Signac, *Au temps d'harmonie* (1893-1895) Collection Mairie de Montreuil

autres peintres néo-impresionnistes vont soutenir par des dons : dessins, lithographies, affiches offerts pour des tombolas.

Signac va aussi jouer un rôle important avec Seurat dans la constitution d'un Salon des Indépendants qui aura lieu chaque année. À la différence du Salon officiel, il est dénué de jury et de sélection (reprenant l'idée de la Fédération des artistes sous la Commune). Signac présidera la Société des artistes indépendants de 1908 à 1935.

Il sera résolument dreyfusard et rompra à ce propos avec Degas. Durant la première guerre mondiale, il rejoint les pacifistes internationalistes autour de Romain Rolland (1866-1944). S'il resta fidèle à ses idées politiques jusqu'au bout (un an avant sa mort, il participe au comité de vigilance des intellectuels

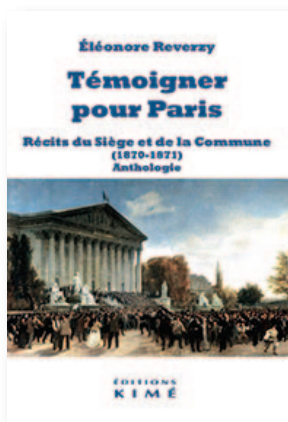
antifascistes), on ne trouve que deux œuvres qui échappent à son idée d'autonomie de l'art : *Au temps d'harmonie* (1894-1895), grande toile de trois mètres sur quatre (initialement intitulée *Au temps d'anarchie*) vision futuriste du bonheur dans une société réconciliée et libertaire qu'on peut voir depuis 1938 dans l'escalier d'honneur de la mairie de Montreuil et *Le Démolisseur* (1897-1899) don de Françoise Cachin-Signac au musée d'Orsay en 1947. En dehors de ces deux tableaux, Paul Signac et la plupart de ses amis peintres séparèrent complètement leurs idées politiques de leurs œuvres artistiques.

■ **PAUL LIBSKY**

(1) *Les Temps nouveaux*, décembre 1895. (2) *Journal 1894-1909*, Gallimard-Musée d'Orsay. Philippe Lançon dans *Libération* du 28 décembre 2021.

LA FORCE DU TÉMOIGNAGE : « NOUS MANGEONS DE L'INCONNU »

Les lettres d'Édouard Manet, les souvenirs de Maxime Vuillaume, les commentaires d'Edmond de Goncourt et tant d'autres textes rassemblés dans cet ouvrage par Éléonore Reverzy, ont la force du témoignage, le poids du vécu, l'intensité des sentiments. En ce sens, ils apportent un supplément d'âme à toute étude réalisée de nos jours. Ils ont de surcroît la sincérité de



l'instant. En effet aucun d'entre eux, sauf vers la fin de la Semaine sanglante, n'est écrit en appréhendant la sinistre issue.

« *La posture de véridicité du témoin est en effet déterminée par sa position dans l'espace : il est dans l'événement, à sa hauteur ; il côtoie les autres, il va au-devant d'eux ; les*

interroge, leur parle ». La démocratisation relative de l'instruction permet à de nombreux acteurs sans notoriété particulière, spectateurs des événements d'assurer « *la transmission d'une expérience vécue, que l'on tente de faire partager affectivement à un destinataire* », souvent avec une réelle qualité littéraire.

L'anthologie proposée par Éléonore Reverzy débute avec la chute des aigles, le 4 septembre 1870, et s'achève dans le sang et la douleur à Satory. Douze sections regroupent les textes par thèmes, les combats, la vie quotidienne, la vie des clubs, la vie politique... L'intérêt de l'ouvrage réside aussi dans la présentation des événements sur les années 1870-1871. Au quotidien, les témoins rapportent les rumeurs et fausses nouvelles, mais aussi bientôt le froid, la faim, les queues dues au rationnement, l'espoir dans les ballons. Personne ne peut admettre qu'après tant de sacrifices, le gouvernement demande de livrer les canons et de rentrer chez soi. La faim dans les quartiers populaires mais pas seulement, lisons Victor Hugo : « *Ce n'est plus du cheval que nous mangeons. C'est peut-être du chien. C'est peut-être du rat. Je commence à avoir des maux d'estomac. Nous mangeons de l'inconnu.* »

Au cœur de l'événement. Verlaine, Catulle Mendès, des poètes soulignent la fête dans Paris fin mars, tout comme Manet et Berthe Morisot. Revivons l'installation de la Commune avec Lissagaray,

Rossel, Lefrançais. Les lettres et journaux intimes de la bourgeoisie traduisent la peur, le dégoût à l'égard du peuple, un mépris de classe chez Edmond de Goncourt.

Le temps s'emballe. Alix Payen soigne les blessés du fort d'Issy, Catulle Mendès témoigne de la démolition de la maison de Thiers, Courbet reçoit des menaces de mort. Les pages consacrées à la Semaine sanglante sont parmi les plus poignantes, l'élimination de la « vile multitude » sous les applaudissements abjects des tenants de la bourgeoisie.

■ FRANCIS PIAN

Eléonore Reverzy, *Témoigner pour Paris. Récits du Siège et de la Commune (1870-1871)*, Éd. Kimé, 2020.

LEURS REGARDS, 150 ANS APRÈS

Sur fond blanc, un drapeau rouge cerclé de noir. Des dizaines de noms, de portraits de femmes et d'hommes qui se sont battus pour une République universelle, démocratique et sociale. Un poème de Victor Hugo, les fusillés extrait de l'Année terrible. Un artiste Jacques Kurkdjian, la peinture fait partie de lui. Peut-être en songeant à ses aïeux fuyant les souffrances dans le désert de Syrie en 1915, Jacques Kurkdjian nous livre

des portraits intenses de ces communards. L'œil est triste, une larme noire coule sur les joues de Dmitrieff. Ils ont dû en baver pour leur engagement



telle Florence Agar exclue de la Comédie française. La République bourgeoise était implacable. Fusillés, déportés et pourtant figés dans la dignité de leur combat. Regardez-les !! Sur chacun de ces dizaines de portraits, en fond, un Paris enfumé mais un soleil rouge sang qui refuse l'obscurité. Des regards de défi, d'autres de souffrance, d'humanité, parfois désabusés. Ils sont là les inconnus, les femmes et les hommes de Paris. « *Place au peuple, place à la Commune* ».

Bien sûr certains noms nous

sont connus. Leurs métiers montrent la diversité et la richesse du peuple. Ils sont ouvriers terrassiers, blanchisseuses, journalistes, bronziers, artistes peintres, sculpteurs...

Un salut à Marseille, à Gaston Crémieux fusillé en novembre 1871, soulignons que Jacques Kurkdjian est originaire de cette ville.

Des vies de roman pour ceux qui survécurent et reviennent souvent en France pour y finir leurs jours après tant d'espoir. Par ce livre, « *ces dessins auront une autre vie, ils vont sortir de ses cartons pour s'exposer, faire réfléchir et faire prendre conscience de la beauté mais aussi de la fragilité de chaque vie.* »

■ FP

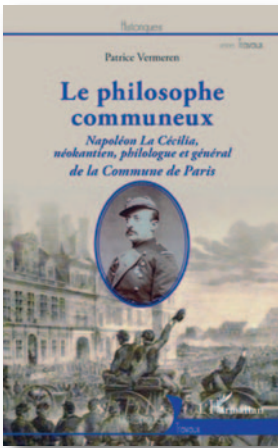
Jacques Kurkdjian, *Portraits de communards*. Éditions Dittmar, 2021

LA CÉCILIA, UN RÉPUBLICAIN UNIVERSEL

Ce livre est un vibrant hommage à Napoléon. Napoléon La Cécilia bien entendu. « *Le philosophe communiste* », sous-titré *Napoléon La Cécilia, néo-kantien, philologue et général de la Commune de Paris*, est un livre d'histoire écrit par un philosophe érudit et passionné par son sujet. Et quel sujet ! La Cécilia, personnage méconnu, revêt une importance

exceptionnelle comme témoin et acteur de la Commune.

Né en 1836 il fut, dès l'âge de vingt ans, disciple de Charles Renouvier (1818-1903), républicain fidèle et néo-kantien, rédacteur à la *Revue Philosophique*. Mathématicien ensuite,



géographe et philologue, il enseignera tant en Italie qu'en Allemagne. En 1859, il rejoint l'armée de Garibaldi dans son combat pour l'indépendance italienne. Adhérent à l'Internationale des Travailleurs, récemment créée, il s'engage dans les Francs-tireurs de Paris pour défendre la République. Auréolé de faits d'armes éclatants, il est sollicité par la Commune et devient en tant que général, commandant de la place de Paris.

Fidélité aux principes, cohérence politique et engagement

permanent au service des idéaux républicains font de lui, selon sa propre expression, un « *républicain universel* ». Ajoutons également, et ce n'est pas rien, qu'il était polyglotte et parlait vingt-six langues ! Convenons donc bien qu'il y a matière.

Et c'est bien le mérite du livre que de faire concordance de tous les témoignages recueillis aussi bien dans la correspondance fournie de La Cécilia que dans la mise à jour de documents des archives nationales. Condamné à mort par contumace le 31 octobre 1872, il est déjà exilé à Londres après une échappée rocambolesque hors de France.

Et sa correspondance continue avec, entre autres, Victor Hugo qui le défendra après une mise au point sur de fausses rumeurs répandues par les versaillais et avec Karl Marx qui le pressentira pour la traduction (en italien) du *Capital*.

Il meurt à 43 ans de la tuberculose.

Voilà pour une vie, une histoire individuelle qui se marie si bien avec la grande Histoire. Nous laissons au lecteur le plaisir évident d'en découvrir toutes les subtilités et arcanes.

Un regret néanmoins, pour la forme : une probable absence de relecture fait que le livre est rempli de répétitions inutiles et, parfois, composé de phrases

longues et malhabiles. Avis aux éditeurs .

Reste la statue de Napoléon La Cécilia, intellectuel engagé, défenseur de la Commune et républicain exemplaire.

✦ JEAN-ÉRIC DOUCE

Patrice Vermeren, *Le philosophe communex, Napoléon La Cécilia, néo-kantien, philologue et général de la Commune de Paris*. L'Harmattan, 2021

LA COMMUNE : PASSÉ OU AVENIR ?

Le concept développé par Jean-Baptiste Thomas est intéressant : un petit ouvrage de 200



pages regroupant des articles, des extraits d'ouvrages, commentés et accompagnés de références de livres « *pour aller*

plus loin ». Evidemment l'auteur prend parti, citant Jaurès : « *on a beau regarder les événements du point de vue de l'histoire, il est impossible de développer ce grand drame sans s'y mêler. On va réveillant les morts, et à peine réveillés, ils vous imposent la loi de la vie, la loi étroite du choix, de la préférence, du combat, du parti pris, de l'âpre et nécessaire exclusion. Avec qui es-tu ? Avec qui viens-tu combattre et contre qui ?* »

Une grande promesse. Pour faire découvrir la Commune, Jean-Baptiste Thomas retient trois grands axes. Plutôt que de faire primer le tragique indéniable, il préfère mettre en avant la dimension constructive et festive de la Commune « *qui reste une grande promesse, effective d'émancipation* ».

En deuxième lieu, il insiste sur la constitution d'un gouvernement des classes populaires lui donnant une tonalité résolument populaire.

Enfin, il relève la créativité populaire de la Commune. Le monde du travail, celui des femmes, des hommes, des enfants de Paris, réalise du politique en prenant leur destin en main.

À noter dans l'introduction, la référence à notre association « *qui continue à faire vivre, au quotidien, cette expérience exceptionnelle* ».

Une belle leçon politique. Les thèmes forts de la Commune sont introduits par des textes d'acteurs de l'événement : les communardes par Nathalie Le Mel ; l'art pour toutes et tous par Courbet ; la république du travail par Albert Theisz ; l'école de la justice par Eugène Pottier ; un sinistre article de Zola justifiant la Semaine sanglante. D'autres réflexions de Marx, Jaurès, Lénine donnent une perspective aux idéaux de la Commune.

Les commentaires de Jean-Baptiste Thomas insistent sur l'actualité des priorités économiques, sociales et politiques de la Commune. Surtout il montre que la différence entre les projets des Fédérés et ce qu'en ont fait les notables de la III^e République.

La Guerre civile en France de Marx sera l'un des premiers textes et l'un des plus conséquents, sur la Commune. Jaurès relève en 1907 que les ouvriers disposent de la grève générale et du suffrage universel. Lénine souligne dans *L'État et la révolution*, la nécessaire destruction de l'État et s'élève contre la bureaucratie. La Commune de Paris, une belle leçon politique !



Jean-Baptiste Thomas, *Découvrir la Commune de Paris*, Éditions sociales, 2021

ENTRE RÉALITÉ ET FICTION

Faut-il refaire l'histoire même avec brio, en reprenant celle de La Commune entre le 18 mars et le 28 mai 1871 ?



Ce récit fictif commence le 19 avril par la Déclaration au Peuple Français : « *Quant à nous, Citoyens de Paris, nous avons la mission d'accomplir la révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illustré l'Histoire.* »

L'auteur mélange la réalité et la fiction, les vrais insurgés et de faux héros de la Commune. Il imagine comment, aidés par des hommes comme Clémenceau, Blanqui, Gambetta et bien d'autres, les communards auraient pu vaincre Thiers et les versaillais. En utilisant de vrais discours, de réelles réunions et l'argent de la Banque de France, l'auteur monte un scénario où la Semaine sanglante n'existe plus et les grandes réformes réalisées.

Un pari réussi si on accepte de réécrire l'Histoire. Mais la vraie Commune n'est pas morte et ses grandes réformes se sont réalisées. Est-il nécessaire de suggérer qu'ils auraient pu faire mieux ?

➤ **MAGUY ROIRE**

Frédéric Cuillierier-Desroches, *La Victoire de la Commune 18 mars-28 mai 1871*, Sdi Editions, 2021.

VIVE LOUISE MICHEL !

Louise Michel est la figure de proue médiatique de la Commune de Paris jusqu'à faire de l'ombre à ses autres héros et surtout héroïnes, diront certains. Ce qui est injuste, car ses Mémoires ont au contraire sorti de l'ombre nombre d'entre elles.

Mais comment la postérité de Louise Michel s'est-elle construite ? Sidonie Verhaeghe, spécialiste de l'histoire sociale des idées anarchistes et féministes, en raconte le fil dans cet essai passionnant et accessible, fruit de dix années de recherche.

De son vivant déjà, la célébrité de Louise Michel fait l'objet de conflits, qui prennent racine au procès qui la condamna à la déportation en Nouvelle-Calédonie, où elle montra une bravoure exceptionnelle.

À son retour, pour beaucoup elle incarne la Commune et la révolution. Certains mettent l'accent

sur ses valeurs féminines de bonté et de dévouement. D'autres en font une figure repoussoir, un objet de curiosité abondamment caricaturé. Une féministe, donc hystérique, aux traits monstrueux et au genre incertain.

À sa mort en 1905, l'organisation de son enterrement donne lieu à une opposition entre les différentes mouvances révolutionnaires, suivant une ligne de fracture qui trouve ses origines dans la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus.

Commence alors une nouvelle histoire, celle de sa postérité.



Le projet de statue à Levallois-Perret n'aboutira qu'au bout de quinze ans, se heurtant aux résistances institutionnelles autant

qu'à celles des anarchistes, peu enclins à ce genre de glorification. À partir de 1921, le Parti communiste prend le leadership des commémorations, « appropriation » que les anarchistes, à nouveau, leur reprochent violemment.

À partir des années 60, Louise Michel devient une figure républicaine jusqu'à être proposée en 2013 pour entrer au Panthéon. Dans les années 70, elle est intégrée dans l'histoire des femmes et devient une figure des mobilisations féministes.

Un féminisme républicain et méritocratique, une vision individualisée de l'histoire dont ne se satisfait pas l'auteure, qui lui préfère celle, collective et conflictuelle, des luttes sociales. Louise Michel aurait approuvé l'essayiste. Son œuvre et sa vie sont un exemple de cette vision collective et conflictuelle. Mais personne n'est maître de sa postérité.

➤ **PHILIPPE MANGION**

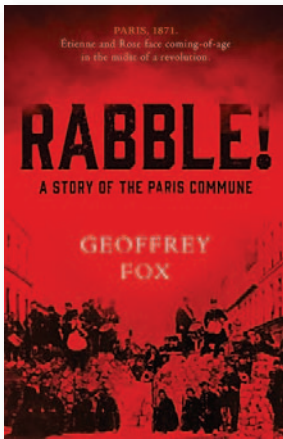
Sidonie Verhaeghe, *Vive Louise Michel ! Célébrité et postérité d'une figure anarchiste*. Editions du Croquant, coll. « Sociologie historique », 2021.

RABBLE! A STORY OF THE PARIS COMMUNE

Paré d'une superbe couverture

rouge sang, *Rabble!* est un roman en anglais paru cet automne. Il revisite, à sa façon, l'histoire de la Commune de Paris.

L'auteur, Geoffrey Fox est un universitaire américain qui a fréquenté notre bibliothèque pour ses recherches. À partir d'une trame



historique précise et vivante, il narre les péripéties d'Étienne Bonin, un apprenti relieur de 17 ans qui arrive de Lyon et de son amoureuse, Rose Durand, une jeune fille féministe de Belleville. Ensemble, ils vivent avec l'enthousiasme de la jeunesse les événements de la Commune de Paris.

Le roman qui débute par la grande Exposition universelle de 1867 vaut pour la description de la ville capitaliste la plus avancée de son époque avec Londres. Le roman est aussi l'occasion pour l'auteur de

rendre hommage aux différents métiers du monde ouvrier parisien qui a été véritablement au cœur de l'insurrection du printemps 1871. « *Rabble* » qu'on peut traduire par populace est surtout l'équivalent anglais le plus proche de « *canaille* ». Le mot désigne la façon dont les classes privilégiées décrivaient les ouvriers qui s'étaient insurgés pour bâtir un monde meilleur.

■ ERIC LEBOUTELLER

Geoffrey Fox, *Rabble! A story of the Paris Commune*. Troubador (Royaume-Uni), 2021

ON LES APPELAIT PÉTROLEUSES

Aller à l'essentiel est un exercice difficile et Xavière Gauthier le réussit ici avec talent. Mais cela ne s'improvise pas, la qualité dépend de ce que l'on est imprégné du sujet. L'autrice a consacré une partie de ses recherches et de son œuvre aux femmes, en particulier à Louise Michel. Elle a établi et annoté la correspondance monumentale de la Grande Citoyenne, dans un ouvrage de référence : *Je vous écris de ma nuit* (*).

Dans *On les appelait pétroleuses*, Xavière Gauthier met en avant cinq héroïnes de la Commune de Paris. Elle définit, par des sous-titres de chapitres judicieusement choisis ce qui caractérise chacune d'entre elles : Nathalie Lemel, pionnière de l'organisation syndicale, Paule

Mink, libre-penseuse et socialiste, Elizabeth Dmitrieff « *L'Internationale des femmes* », André Léo la romancière engagée et bien sûr, Louise Michel à qui elle fait s'écrier « *révolutions, mes amours* ».

Elles sont d'origine et de condition différentes, leur destin n'a pas été le même après la Commune, mais toutes cinq se sont retrouvées à lutter pour le même idéal au beau printemps de 1871. Ce qui ressort de ce précis, c'est leur intelligence et leur liberté, à l'inverse de l'image péjorative dont on a voulu les affubler en les appelant pétroleuses.



Leurs revendications pour l'émancipation des femmes ont un socle commun : éducation égale à celle des hommes, salaire égal et plus

de liberté. Celles-ci passent avant même le droit de vote.

Leur discours est rempli d'espoir, elles croyaient à l'avènement d'un monde nouveau, sans préjugés, où existerait une « fraternité sérieuse de l'homme et de la femme » (André Léo), où « *le peuple et la femme doivent être libres l'un par l'autre* » (Paule Mink).

Le monde a besoin d'héroïnes, aujourd'hui plus encore. Merci à Xavière Gauthier d'avoir réuni ces cinq-là, comme les cinq doigts de la main, poing levé.



(*) Les Éditions de Paris – Max Chaleil, 2005.

Xavière Gauthier, *On les appelait pétroleuses*. Éditions Elyzad, coll. « Femmes de Méditerranée », 2021

GUSTAVE COURBET AUX CONFINS DU BERRY ET DU POITOU

Michel LeBrun-Franzaroli, artiste peintre, vient d'éditer un très beau livre retraçant les cinq semaines en 1856 que Gustave Courbet passe dans l'Indre en pays blancs où vit l'auteur. L'aspect particulier de l'ouvrage se trouve dans le style d'enquête choisi pour résoudre certaines interrogations sur ce séjour resté dans l'ombre jusqu'en 1977.

Cette enquête apporte des éléments sur le sens politique de la visite et sur la pensée artistique

du Courbet de l'époque. L'hôte, habitant Le Blanc, est Clément Laurier, jeune avocat ambitieux, bénéficiant d'une fortune considérable depuis la mort de son père. Présent à Paris en février 1848 et voulant certainement marquer sa différence politique d'avec ce père très conservateur, il prend contact



en 1855 avec Courbet, artiste déjà reconnu, pour la réalisation de son portrait qui se fait finalement à Paris. Invité pour le mariage et une commande de Laurier, Courbet va séjourner dans le sud de la Brenne du 1^{er} septembre au 4 octobre 1856. Sont-ils amis ? L'auteur ne le pense pas, le lien étant avant tout d'intérêt et de circonstance. Courbet réside alors chez les parents de la mariée à la

Brettonnerie aux confins de l'Indre et de la Vienne : il y peint Mme Charles Maquet, la belle-mère de son hôte. Sur place, Courbet s'essaie aussi à réaliser plusieurs toiles pour lesquelles des pistes sont proposées. Pour celle dans la Vallée du Salleron près de la Brettonnerie (voir la couverture), l'emplacement est identifié, le tableau se trouvant aujourd'hui à la National Gallery of Art de Washington. En revanche, pour celles de *Fille avec des oies* et de *La fileuse bretonne*, le lieu réel pose problème. Surtout le portrait de *L'Amazone* est troublant : présentée comme étant la poétesse Louise Colet, il s'agit, d'après l'auteur, de l'épouse de Laurier dont le lien avec Courbet reste énigmatique. L'évolution politique de Laurier est notable : chef de cabinet de Gambetta en 1870 et donc républicain très avancé, élu député le 8 février 1871, il vire vite très à droite devenant maire du Blanc en 1874. Au moment de l'affaire de la colonne Vendôme, Clément Laurier n'agira pas pour Gustave Courbet qui l'épinglera de son exil. Un ouvrage aux illustrations de très belle qualité, mélangeant un fond historique et une vision artistique pour un regard bien original.

JEAN ANNEQUIN

Michel LeBrun-Franzaroli, *Gustave Courbet aux confins du Berry et du Poitou*, A compte d'auteur, 2021.

UN ROMAN PLAISANT

Au lever du rideau, Paris en mai 1871 : des corps ensanglantés, des images insupportables pour Éléonore qui se trouve là comme une dernière survivante. Devant ce tableau sanguinolent, horrifiée, elle hurle « *Maudits soient le monde et celui qui l'a fait* ». Éléonore Kardwell, de père irlandais et de mère française avait rêvé d'un autre monde. Elle avait refusé de se marier et voulait découvrir les mystères de la vie. Elle part pour Paris. Commence alors l'épopée où elle prend conscience de la pauvreté, de l'injustice, de la révolte des peuples que ce soit à Londres ou à Paris. Elle va y rencontrer l'amour de sa vie. Tout cela dans des envolées dignes de Scarlett dans « *Autant en emporte le vent* ». Et Dieu dans tout cela ! Bien mené, ce roman est plaisant à lire malgré ses 485 pages.



Edwige Fournier-Lemaître, *Être Dieu, si possible...* Éditions Histories Ecrites, 2003

LA COMMUNE POUR LES JUNIORS

Un chien, une fille, un instituteur sont les héros de ce livre attachant. Ki, le chien a trouvé refuge dans une tannerie sur les bords de la Bièvre, du côté de La Glacière dans le sud de Paris. Il s'attache à

Catherine, jeune fugueuse de l'Assistance publique qui s'y cache. En échange, elle travaille dur en brassant les peaux, pieds nus, dans la boue. Un instituteur, élu de la Commune, découvre, en inspection, Catherine. Il décide de l'adopter et le chien avec elle. Il lui apprend à vivre et à lire. Épris de justice, il est à l'écoute des Parisiens affamés, affolés depuis la



défaite. Les communards sont prêts à lutter pour défendre leurs idées.

Bien mené et avec beaucoup de suspense, ce livre est un excellent outil pédagogique pour faire découvrir ce que fut la Commune et l'histoire de Paris en 1871.



Serge Rubin, *Paris, la guerre et moi*, Éditions du Jasmin, 2020.



Édito : La montée au Mur des Fédérés 2022	· 02
Histoire	
Émile Giffault, de Toulon à Nouméa	· 03
Le « révélateur » Pierre Leroux	· 05
Garibaldi et les volontaires italiens	· 08
Marguerite Guinder, dite Lachaise	· 12
Marie Spinoy	· 14
Un couple breton dans la Commune	· 16
Charles Longuet (1839-1903)	· 18
Notre association	
Marie-Ange Garandeau nous a quittés	· 21
Théâtre : <i>La Butte de Satory</i> de Pierre Halet	· 21
Appel pour notre pièce de théâtre	· 22
L'assemblée générale du comité de Dieppe	· 23
Vie associative Berry	· 24
Actualité	
Reconnaissance du 150 ^e anniversaire :	
Un exemple en province	· 25
Culture	
Exposition « Paul Signac collectionneur »	· 26
Lectures	
La force du témoignage	· 28
Leur regard 150 ans après	· 29
La Cécilia, un républicain universel	· 29
La Commune : passé ou avenir ?	· 30
Entre réalité et fiction. <i>La Vicoire de la Commune</i>	· 31
<i>Vive Louise Michel !</i>	· 32
<i>Rabble! A story of the Paris Commune</i>	· 32
<i>On les appelait pétroleuses</i>	· 33
<i>Courbet aux confins du Berry et du Poitou</i>	· 34
Un roman plaisant, <i>Être Dieu si possible...</i>	· 35
La Commune pour les juniors	· 35

Directrice de la publication : Claudine Rey.

Ont participé à ce numéro : Jean Annequin, Nelly Bault, Françoise Bazire, Patrick Decreus, Gérald Dittmar, Jean-Éric Douce, Nadine Le Dily, Éric Lebouteiller, Paul Lidsky, Philippe Mangion, Francis Pian, Michel Pinglaut, Michel Puzelat, Rémy Scherer, Gaëlle Sutton, Maguy Roire.

Coordination : Chantal Espilondo, Francis Pian · **Graphisme et iconographie :** Alain Frappier · **Impression :** Imprimerie Maugein · **ISSN :** 1142 4524

Le prochain bulletin (91) paraîtra en juillet 2022. Faire parvenir vos articles avant le 30 mai 2022.



LES AMIES ET AMIS DE LA

Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
courriel : amis@commune1871.org | site internet : commune1871.org

Ouvert du lundi au vendredi de 14 h à 17 h

Bibliothèque ouverte aux adhérents le mercredi et chaque premier samedi du mois de 14 h à 17 h (sur rendez-vous)